

Effets du programme de formation et d'insertion des jeunes ruraux piloté par le RESOPP sur les conditions socio-économiques des bénéficiaires et la performance de leurs exploitations familiales dans les régions de Thiès et Louga

Dr. Oumar Sow

Enseignant/Chercheur à l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA)
de Thiès, Sénégal

Dr. Mame Asta Gueye

Enseignante/Chercheur à l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture
(ENSA) de Thiès, Sénégal

Mme Asta Diagne

Ingénieure agroéconomiste

Mr. Ablaye Ndour

Ingénieur agroéconomiste à Réseau des Organisations Paysannes et
Pastorales (RESOPP)

[Doi:10.19044/esj.2025.v21n31p133](https://doi.org/10.19044/esj.2025.v21n31p133)

Submitted: 11 September 2025

Accepted: 17 November 2025

Published: 30 November 2025

Copyright 2025 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Sow, O., Gueye, M.A., Diagne, A. & Ndour, A. (2025). *Effets du programme de formation et d'insertion des jeunes ruraux piloté par le RESOPP sur les conditions socio-économiques des bénéficiaires et la performance de leurs exploitations familiales dans les régions de Thiès et Louga*. European Scientific Journal, ESJ, 21 (31), 133.

<https://doi.org/10.19044/esj.2025.v21n31p133>

Résumé

Cet article analyse les effets du programme de formation et d'insertion des jeunes ruraux, mis en œuvre par le RESOPP entre 2016 et 2024, sur les bénéficiaires et leurs exploitations dans les régions de Thiès et de Louga. Pour cette analyse, la méthode des statistiques descriptives a été utilisée sur un échantillon de 80 jeunes ruraux, comprenant 40 bénéficiaires du programme et 40 témoins. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire administré via l'application Kobotoolbox. Les résultats montrent que le programme a eu un effet globalement positif sur les jeunes bénéficiaires et leurs exploitations. Sur le plan économique, il a favorisé une meilleure insertion professionnelle, les participants étant devenus majoritairement

entrepreneurs (61,40 %) dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Ces dynamiques entrepreneuriales ont contribué à l'augmentation de leur revenu moyen passant de 67 487 FCFA à 109 243 FCFA sur la période 2016 – 2024. Sur le plan social, le programme a permis de réduire le chômage de 76,25 % des enquêtés surtout chez les bénéficiaires. Ceci a permis d'améliorer leur accès à une alimentation suffisante et nutritive, grâce aux activités productives qu'ils ont développées. Au niveau des exploitations, des améliorations notables ont été constatées : les rendements agricoles se sont accrus grâce au renforcement des compétences techniques des jeunes agriculteurs, tandis que dans le domaine de l'élevage, une meilleure gestion des exploitations a été observée.

Mots clés : Effets, formation et insertion, jeunes ruraux, emplois agricoles, exploitations familiales, entrepreneuriat agricole

Effects of the Training and Integration Program for Rural Youth Led by RESOPP on the Socio-Economic Conditions of Beneficiaries and the Performance of Their Family Farms in the Regions of Thiès and Louga

Dr. Oumar Sow

Enseignant/Chercheur à l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA)
de Thiès, Sénégal

Dr. Mame Asta Gueye

Enseignante/Chercheuse à l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture
(ENSA) de Thiès, Sénégal

Mme Asta Diagne

Ingénieure agroéconomiste

Mr. Ablaye Ndour

Ingénieur agroéconomiste à Réseau des Organisations Paysannes et
Pastorales (RESOPP)

Abstract

This article analyzes the impacts of the training and integration program for rural youth, implemented by RESOPP between 2016 and 2024, on the beneficiaries and their farms in the regions of Thiès and Louga. For this analysis, descriptive statistical methods were applied to a sample of 80 rural youth, consisting of 40 program beneficiaries and 40 control participants. Data were collected through a questionnaire administered via the Kobotoolbox application. The findings indicate that the program had an overall positive

effect on both the beneficiaries and their farming activities. Economically, it facilitated better professional integration, with most participants becoming entrepreneurs (61,40 %) in the agriculture and livestock sectors. These entrepreneurial dynamics contributed to an increase in their average income. These entrepreneurial dynamics contributed to an increase in their average income from 67,487 CFA francs to 109,243 CFA francs over the period 2016–2024. On the social level, the program has reduced unemployment by 76.25% among those surveyed, especially among beneficiaries. This has enabled them to improve their access to sufficient and nutritious food, thanks to the productive activities they have developed. At the farm level, significant improvements were observed: agricultural yields increased due to enhanced technical skills among young farmers, while in the livestock sector, better farm management practices were recorded.

Keywords: Effects, training and integration, family farms, young rural people, agricultural jobs, agricultural entrepreneurship

Introduction

La population sénégalaise se caractérise par sa forte proportion de jeunes, avec un âge moyen de 24 ans (ANSD, 2025), tandis que le taux de chômage élargi était estimé à 20 % au quatrième trimestre de 2024 (ANSD, 2025). Malgré l'importance du secteur agricole dans l'économie nationale, ce dernier n'échappe pas aux difficultés structurelles : chômage et sous-emploi élevés, exode rural croissant, vieillissement et féminisation de plus en plus marqués de la main-d'œuvre, manque de professionnalisme, autant de facteurs qui freinent le développement équilibré des régions (PRACAS, 2014). À ces contraintes s'ajoutent des pressions environnementales majeures : dégradation des sols, pollution des eaux, perte de biodiversité et effets du changement climatique, compromettant la sécurité alimentaire (AMC, 2015, cité par RESOPP, 2016). Par ailleurs, l'urbanisation rapide et non maîtrisée constitue un défi supplémentaire.

Face à ces enjeux, le Sénégal a engagé, depuis 2004, une série de stratégies de modernisation agricole et de promotion de l'agro-industrie. Parmi les initiatives phares figurent la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), le Plan de Retour Vers l'Agriculture (REVA), la Grande Offensive pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), le Programme d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire (PASA) ainsi que le Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) (RESOPP, 2016). Ces dispositifs traduisent la volonté de l'État de positionner l'agriculture comme moteur du développement socio-économique national. Dans cette perspective, plusieurs programmes d'insertion des jeunes dans le secteur agricole ont été lancés, tels que le Programme national des Domaines

Agricoles Communautaires (PRODAC), le Projet Agri jeunes « Tekki Ndawñi », ou encore le Programme d'Accélération du Modèle d'Insertion des Jeunes en Agriculture (PA-MIJA).

C'est dans ce cadre que s'inscrit le programme de formation et d'insertion des jeunes ruraux initié par le Réseau des Organisations Paysannes et Pastorales (RESOPP). Mis en œuvre entre 2016 et 2024, il vise le renforcement des capacités techniques, entrepreneuriales et environnementales des jeunes âgés de 15 ans à 40 ans. L'intervention a concerné, par cohortes successives de 100 à 200 participants, des jeunes membres du RESOPP ainsi que 255 autres bénéficiaires appuyés dans les filières agro-sylvo-pastorales, répartis dans les régions de Thiès, Louga, Saint-Louis, Sédhiou, Kaffrine, Tambacounda, Fatick et Kaolack. L'objectif central est de promouvoir l'entrepreneuriat agricole, de dynamiser les exploitations familiales et de contribuer à la réduction du chômage, à la maîtrise de l'exode rural et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ainsi, le présent travail se propose d'analyser les effets de ce programme sur les conditions socioéconomiques des bénéficiaires et sur la performance de leurs exploitations dans les régions de Thiès et de Louga.

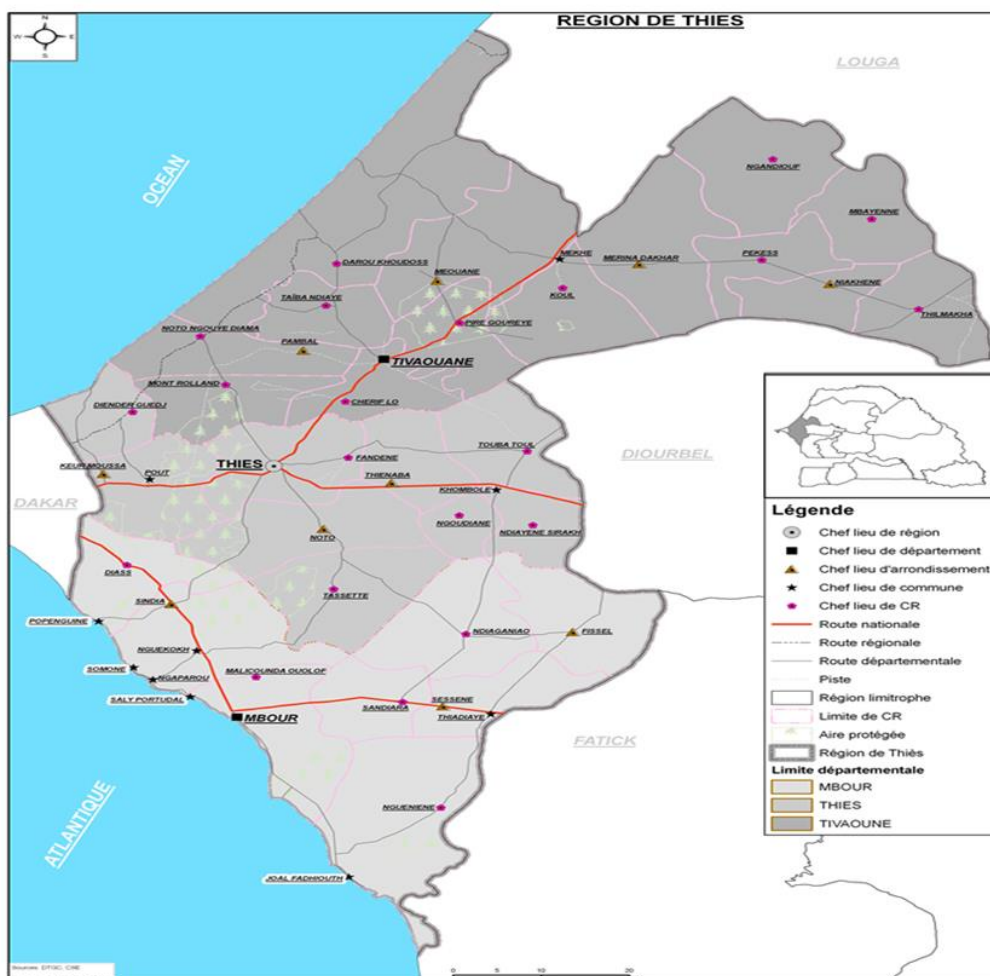
Matériel et méthodes

Zones de l'étude

Cette étude porte sur deux régions du Sénégal : Thiès (figure 1) et Louga (figure 2).

La région de Thiès couvre une superficie de 6 601 km². Elle est délimitée au Nord par Louga, au Sud par Fatick, à l'Ouest par Dakar et l'océan Atlantique, et à l'Est par Diourbel et une partie de Fatick. Avec une population de 2 463 677 habitants, dont 43 % résident en milieu rural, elle constitue la deuxième région la plus peuplée du pays après Dakar (ANSD, 2025c). L'agriculture y occupe une place prépondérante, notamment l'horticulture, le manioc (premiers rangs nationaux) et l'arboriculture fruitière (deuxième rang). L'élevage représente également un pilier de l'économie régionale, contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales (ANSD, 2025c). La région est subdivisée en trois départements : Tivaouane, Mbour et Thiès.

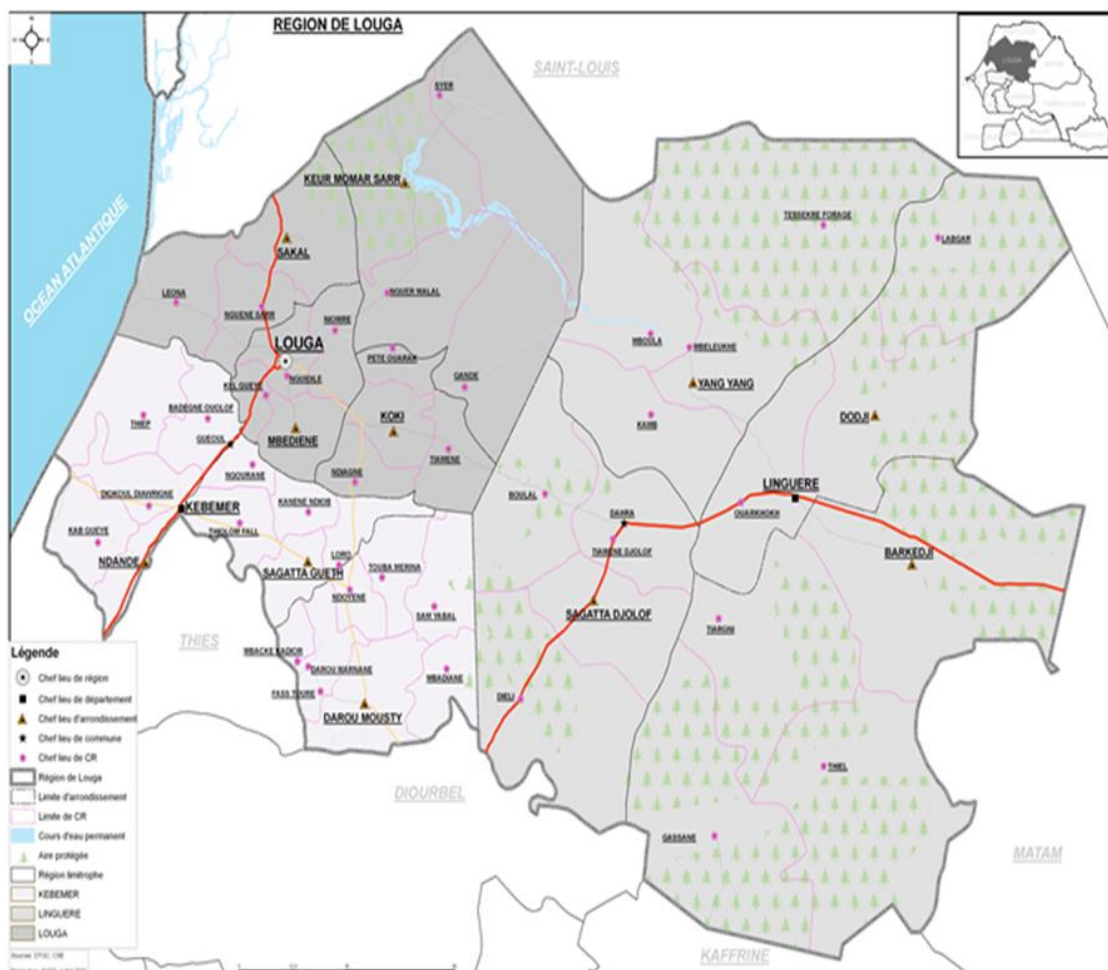
Figure 1 : Carte de la région de Thiès



Source : ANSD, 2023

La région de Louga, quant à elle, s'étend sur 24 847 km². Elle est bordée au Nord par Saint-Louis, à l'Est par Matam, et au Sud par Thiès, Diourbel et Kaffrine. Elle compte 1 125 908 habitants (ANSD, 2025b) et se compose de trois départements : Kébémér, Linguère et Louga. De vocation agropastorale, son économie repose principalement sur l'agriculture et l'élevage. L'agriculture y est essentiellement pluviale et saisonnière, dominée par l'arachide et les cultures vivrières de subsistance. La région dispose également d'importantes ressources forestières, comprenant le bois de chauffe, des fruits forestiers (jujube, « soumpe », « nep nep », pain de singe) ainsi que des gommés (arabique et « mbep ») (ANSD, 2025b). Louga abrite par ailleurs le plus vaste ranch du Sénégal, situé dans le département de Linguère, ce qui illustre l'importance de l'élevage dans l'économie régionale.

Figure 2 : Carte de la région de Louga



Source : ANDS, 2023

Méthode d'échantillonnage de la population enquêtée

Pour conduire cette étude de manière rigoureuse, nous avons adopté la méthode d'échantillonnage aléatoire. La population a été divisée en groupes homogènes appelés strates au sein desquels des échantillons indépendants ont été sélectionnés aléatoirement. Sur un total de 66 bénéficiaires répartis dans les départements de Louga, Mbour, Thiès et Tivaouane, 40 ont été retenus. Un échantillon de taille identique (40) a également été constitué pour le groupe témoin, soit un effectif total de 80 individus (voir Tableau 1). Précisons que le groupe témoin représente les individus qui n'ont jamais bénéficié d'un programme de formation/insertion. Leur choix est fait sur la base de la liste des non bénéficiaires donnée par les responsables des coopératives de chaque département.

La formule suivante a permis de déterminer la taille de l'échantillon :

$$nf = \frac{n}{1 + \left(\frac{n}{N}\right)}$$

N : le nombre total de bénéficiaire dans les deux régions ; N=66 n : le degré de représentativité de l'échantillon ; $n = 1/d^2$,

d : le degré d'erreur choisi : 10% d'où $n = 100$

nf : la taille de l'échantillon ; nf= 40

Chaque département est représenté proportionnellement dans la population suivant la formule : Taille de l'échantillon par département = $(nf / N) \times$ Taille des bénéficiaires dans le département.

Tableau 1 : Taille de l'échantillon par département

Départements	Taille des bénéficiaires	Echantillons		Total
		Bénéficiaires	Témoins	
Louga	25	15	15	30
Mbour	14	9	9	18
Thiès	15	9	9	18
Tivaouane	12	7	7	14
Total	60	40	40	80

Source : Nos enquêtes, 2025

Méthode de collecte de données

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un **questionnaire** et d'un **guide d'entretien** administrés via l'application KoboToolbox auprès des différentes parties prenantes. Cette plateforme nous a permis de concevoir le questionnaire et le guide d'entretien. Le questionnaire a été adressé aux bénéficiaires du programme de formation/insertion ainsi qu'au groupe témoin, tandis que le guide d'entretien a été utilisé auprès des chefs de ménage, des responsables de coopératives et de l'équipe des formateurs. Afin d'assurer la fiabilité et l'authenticité des informations recueillies, les enquêtes ont été menées de manière individuelle. Par ailleurs, les chefs de ménage ont participé à des focus groups, tandis que les responsables de coopératives et les formateurs ont été interrogés lors d'entretiens individuels. À l'issue de la collecte, un travail de dépouillement a permis d'identifier et de corriger les données aberrantes, assurant ainsi la fiabilité de la base de données. Les informations recueillies via l'application KoboCollect ont ensuite été exportées vers Excel, puis analysées avec le logiciel SPSS. L'analyse a combiné des statistiques descriptives et des approches qualitatives, en mobilisant des indicateurs économiques et sociaux spécifiquement définis pour l'étude.

Le consentement éclairé des participants a été obtenu verbalement lors de la collecte des données. La démarche suivante a été utilisée :

- d'abord, ils ont été informés de façon détaillée sur l'objectif de ces enquêtes,
- ensuite, nous leur avons indiqués qu'ils ne sont pas contraints de répondre aux questions et qu'ils pouvaient à tout moment se retirer pour n'importe quelle raison sans conséquences négatives,
- enfin, ils sont informés qu'aucune indemnisation n'est prévue pour les participants.

Choix des indicateurs

L'analyse des effets socio-économiques en milieu rural repose sur une approche multidimensionnelle, combinant des indicateurs économiques et sociaux. Des études comme celles de Kamchie et Totouom (2025) utilisent l'emploi et le revenu des bénéficiaires pour montrer l'effet de l'acquisition d'une formation professionnelle ou de l'apprentissage sur les jeunes au Cameroun (Kamchie et Totouom, 2025). La FAO (2010) insiste sur l'importance des revenus, de l'occupation, de la productivité et de la sécurité alimentaire. Diawara et *al.* (2013) quant à lui confirme la pertinence de ces indicateurs en y ajoutant des dimensions comme le capital social et l'exode rural (Diawara et *al.* 2013). Sur la base de ces travaux et des objectifs du programme concerné, la présente étude retient les indicateurs suivants (Voir tableau 2) :

Tableau 2 : Les indicateurs de l'étude

Variables	Indicateurs
Economiques	- occupation professionnelle - revenus des bénéficiaires, - rendements des exploitations, - revenu global des ménages générés à partir des activités agricoles - niveau de compétences technique - entrepreneuriat agricole
Sociaux	- le chômage - l'exode rural - l'accès à l'alimentation des ménages

Résultats

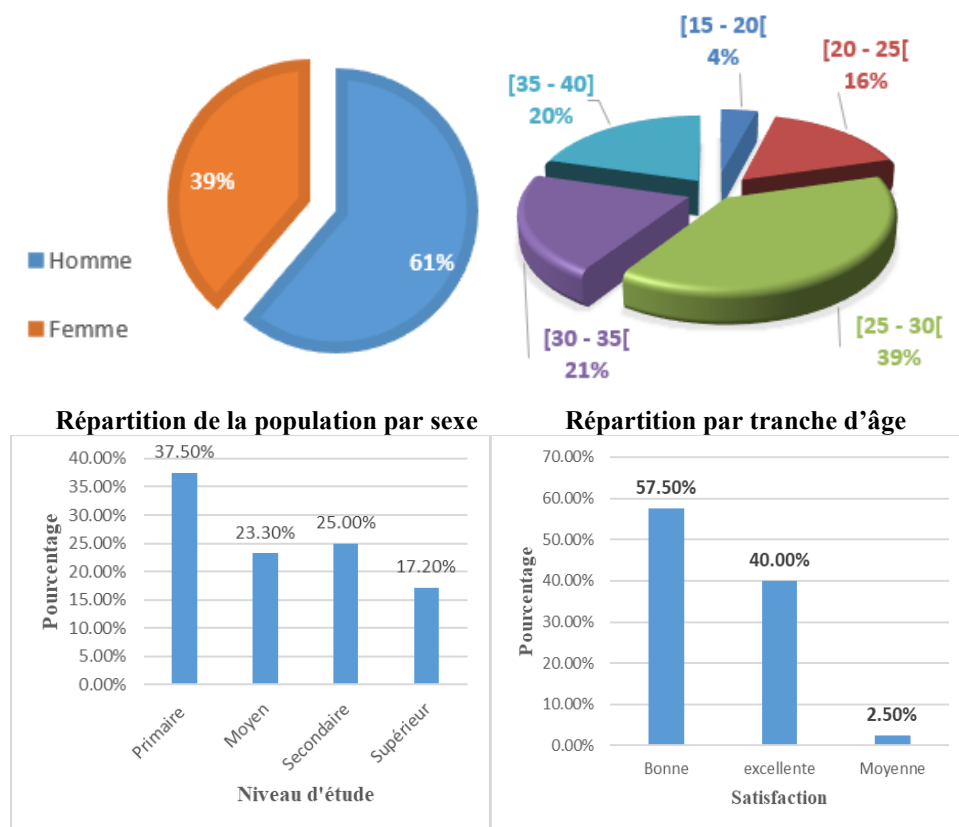
Caractéristiques socio-économiques des enquêtés

Les enquêtés sont majoritairement de sexe masculin (61 % hommes contre 39 % femmes) (figure 3a). Ceci s'explique par la structure sociale des zones rurales où les hommes occupent le plus souvent les fonctions de responsables agricoles. Les femmes contribuent à la stabilité financière des ménages avec des responsabilités dans la gestion des ressources familiales. La moyenne d'âge est de 28 ans et les personnes âgées entre 25 ans et 30 ans représentent 39% de la population totale, 21% sont entre 30 ans et 35 ans, 20%

entre 35 ans et 40 ans. Les deux groupes d'âge les moins représentés sont l'intervalle 20 ans à 25 ans avec 16% et 15 ans à 20 ans avec 4% (figure 3b). Ces résultats montrent que la population cible est en potentielle croissance et normalement active.

Sur le plan éducatif, 80 % des enquêtés ont fréquenté l'école française, avec des niveaux de scolarisation allant du primaire (37,5 %) au supérieur (17,2 %). Les autres niveaux sont représentés par le moyen (20,3 %) et le secondaire (25 %) (figure 3c). Par ailleurs, l'ensemble des personnes interrogées (100 %) sont affiliées à des coopératives, ce qui souligne l'importance de l'ancrage organisationnel dans le milieu rural. Concernant la satisfaction vis-à-vis de la formation, les résultats montrent un taux globalement élevé (97,5 %) (figure 3d). Plus précisément, 40 % des bénéficiaires l'ont jugée « excellente », 57,5 % « bonne » et seulement 2,5 % « moyenne ». Ces résultats traduisent une perception largement positive de la formation par la quasi-totalité des participants.

Figure 3: Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

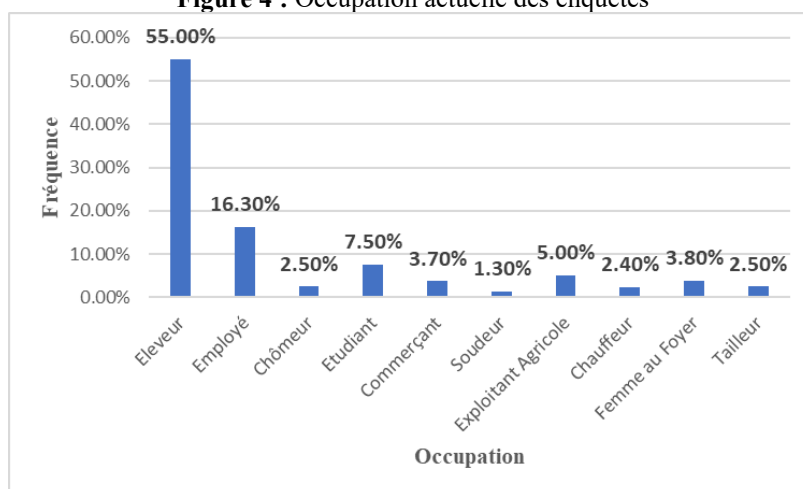


Source : Nos enquêtes, 2025

Effets économiques

Concernant l'occupation professionnelle les enquêtes ont révélé que 92,5 % des interrogés ont accédé à une activité professionnelle suite à l'intervention, tandis que 7,5 % n'en ont pas trouvé. En effet (figure 4), plus de 55 % de la population sont des entrepreneurs parmi lesquels 61,4 % de bénéficiaires et 38,6 % de non bénéficiaires. Par ailleurs, 16,3 % occupent des postes d'employés et 7,5 % sont des étudiants. Les 18,8 % restants s'activent dans divers domaines comme l'agriculture, le commerce, la couture, le transport et la soudure, incluant également les femmes au foyer. Les personnes en situation de chômage représentent 2,5 % comme illustré par la figure ci-dessous.

Figure 4 : Occupation actuelle des enquêtés



Source : nos enquêtes, 2025

Le tableau 3 ci-dessous indique que **67,5 % des bénéficiaires** exercent une activité entrepreneuriale, contre **42,5 %** dans le groupe témoin. Ces résultats suggèrent que la formation a favorisé l'émergence d'initiatives entrepreneuriales chez les jeunes bénéficiaires, leur permettant de développer leurs propres activités, souvent en lien avec le plan d'affaires élaboré durant les sessions de formation avec l'appui des encadrants. Comme le souligne Sépényon (2022), l'intervention a ainsi permis à un grand nombre de jeunes formés de s'installer à leur propre compte. Un **dynamisme entrepreneurial notable** est observé chez ces jeunes, accompagné de la création d'emplois induits par les nouvelles opportunités économiques dans les zones d'intervention. Les principales activités concernent l'**élevage (70,3 %)** et l'**agriculture (24,3 %)**, tandis que la **transformation** demeure marginale avec seulement **5,4 %** (figure 5). Ces résultats mettent en évidence l'impact positif du programme sur le développement de l'entrepreneuriat agricole et

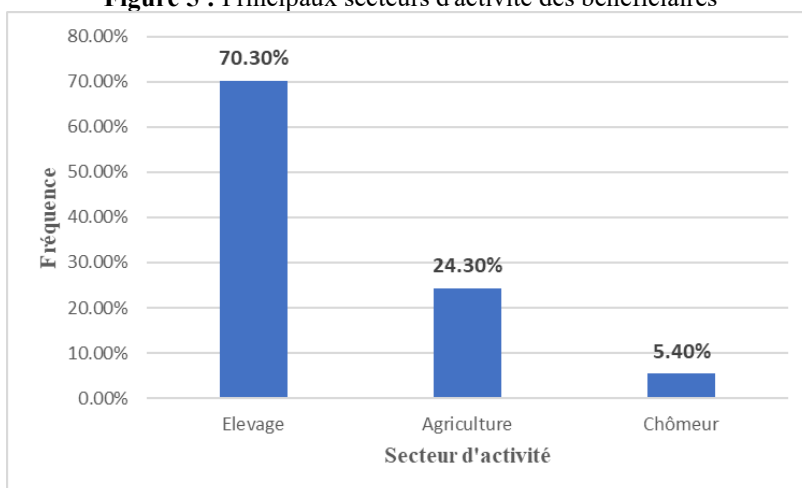
pastoral, en soutenant directement la consolidation des exploitations familiales et en contribuant au développement économique local.

Tableau 3 : Occupation professionnelle des jeunes

	Situation actuelle					Total
	Autre à préciser	Chômeurs	Employés	Entrepreneurs	Etudiants	
Témoins	25 %	5 %	17,5 %	42,5 %	10 %	100 %
Bénéficiaire	12,5 %	00,0 %	15 %	67,5 %	5 %	100 %

Sources : Nos enquêtes, 2025

Figure 5 : Principaux secteurs d'activité des bénéficiaires



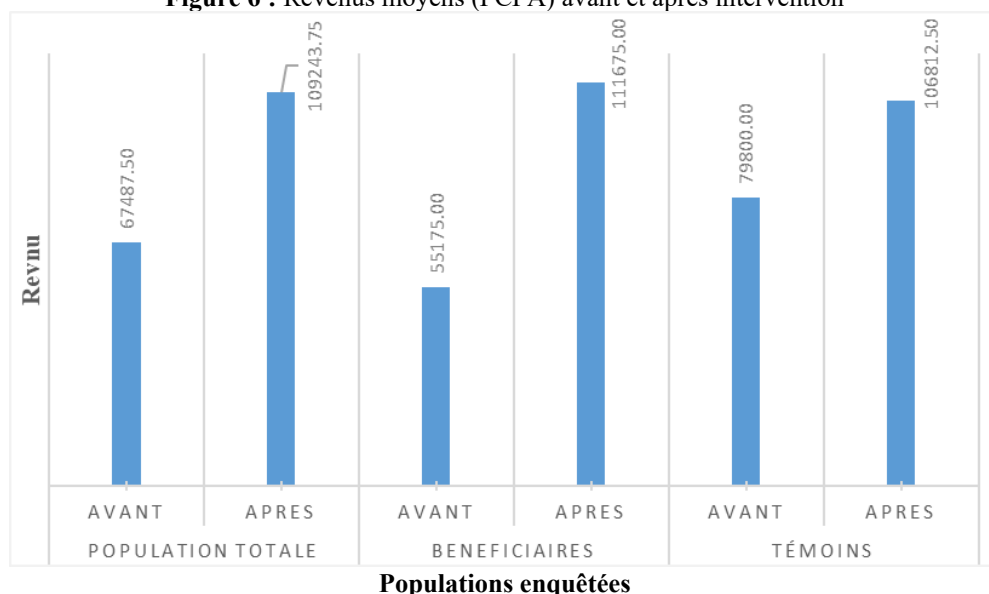
Source : Nos enquêtes, 2025

Cependant, d'après nos enquêtes et entretiens, plusieurs projets n'ont pas connu une réussite dès le premier investissement, surtout ceux qui évoluent dans l'aviculture. Certains se sont juste limités à la première activité suite à laquelle ils n'ont pas réinvesti au profit d'une autre activité, d'autres ont été atteints par des maladies et n'ont pas pu se relever. Mais d'une manière globale, nous notons un effet bénéfique de l'intervention sur les jeunes dans le cadre de leur travail surtout en entrepreneuriat.

Les interviewés ont déclaré une augmentation du revenu moyen mensuel global passant de 67 487,50 FCFA à 109 243,75 FCFA. Cette hausse est due par une augmentation des revenus de certains jeunes et une diminution de la proportion de jeunes sans revenu mensuel qui passe de 23,75 % à 8,75 %. Cette réduction est causée par une multiplication du nombre d'entrepreneurs et l'amélioration des rendements agricoles. De plus, l'amélioration des activités d'élevage constitue une source de revenu supplémentaire. L'analyse spécifique selon le groupe d'appartenance décèle une amélioration plus pointue chez les bénéficiaires. En effet, chez ces derniers, l'évolution du revenu moyen mensuel passe de 55 175 FCFA à 111 675 FCFA soit un taux

de croissance de 102,4 %. En comparaison, les témoins ont connu une évolution plus modérée de 33,85% passant de 79 800 à 106 812,5 FCFA. Cette différence du taux de croissance selon le groupe d'appartenance s'explique en partie par une diminution significative de la part des bénéficiaires sans revenu passant de 22,5 % à 2,5 % contre 25 % à 15 % pour les témoins. En plus, l'évolution des revenus mensuels est plus marquée chez un certain nombre de bénéficiaires que chez les témoins (voir figure 6).

Figure 6 : Revenus moyens (FCFA) avant et après intervention



Populations enquêtées

Source : Nos enquêtes, 2025

Le test de khi-deux effectué sur l'évolution du revenu affiche une signification asymptotique de 1,1 % inférieure au seuil de significativité (5%) alors qu'il y a une dépendance entre l'évolution des revenus et le fait d'être bénéficiaire du programme (voir tableau 4).

Tableau 4 : Tests du Khi-deux

	Valeur	Ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	11,227 ^a	3	,011
Rapport de vraisemblance	12,945	3	,005
Nombre d'observations valides	80		

Source : Nos enquêtes, 2025

Par ailleurs, les activités de certains entrepreneurs n'ont pas encore commencé à générer des bénéfices et également le revenu minimum de 10 000 FCFA recueilli lors des enquêtes reste encore très faible par rapport au Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) fixé à 58 900 FCFA en 2021 (SAV, 2025¹). Néanmoins, l'analyse des informations sur les revenus a montré

¹ <https://senassurancevie.sn/actualite/les-salaires-au-senegal-informations-et-grille-salariale-pdf/> (Consulté le 21 aout 2025 à 17h45)

globalement que le programme de formation et d'insertion des jeunes ruraux a permis d'augmenter les revenus des bénéficiaires. Les avancées du renforcement des capacités se sont donc traduites par une augmentation des revenus selon Dietsch et Sexton (2021). Selon les auteurs les jeunes de Madagascar, du Maroc, du Bénin et du Cameroun ont constaté une augmentation de leurs revenus après les formations suivies dans les MFR. C'est seulement au Mali où la tendance positive n'a pu être établie du fait qu'il y a un problème de compilation des données sur l'évolution des revenus au cours des parcours, qui n'ont pas toujours été remplies. Ceci est en conformité avec les résultats qui informent que certaines contraintes ont été soulignées par les bénéficiaires ainsi que par les responsables de coopératives, notamment une insuffisance des financements qui occasionne parfois un échec des investissements.

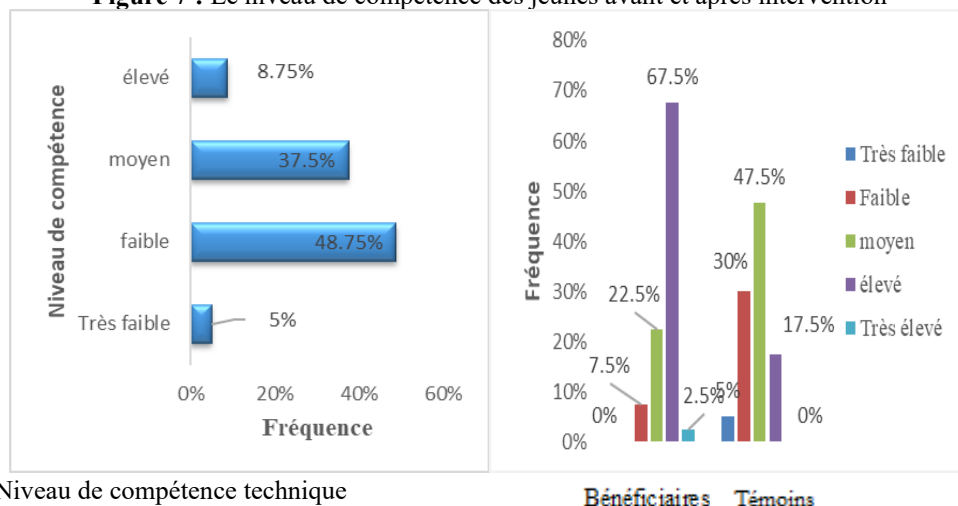
Effets sur les exploitations familiales

Les exploitations sont sous la responsabilité des chefs de ménage mais la plupart des tâches sont gérées par les jeunes. Elles se spécialisent selon les zones. Les producteurs de la région de Louga se spécialisent sur les cultures d'hivernage particulièrement l'arachide, le maïs, le niébé et le mil. Ceux de Thiès, en plus des cultures d'hivernage, pratiquent du maraîchage. L'élevage est pratiqué dans toutes les exploitations, majoritairement, ils font l'aviculture et l'embouche ovine et/ou bovine.

Les jeunes acteurs dans les exploitations familiales ont développé des compétences suites aux formations suivies dans le cadre du programme. En effet, l'analyse des données sur la compétence des jeunes avant l'intervention (figure 7a) révèle que 48,75 % avaient un niveau de compétence faible, 37,5 % étaient moyens et seulement 8,75 % ont jugé leur niveau de technicité élevé. Ceci montre globalement la nécessité de la mise en œuvre de la formation en ce sens.

Après un renforcement de capacités des jeunes ruraux une comparaison est effectuée entre les bénéficiaires et les témoins. Les résultats ont montré qu'il y a une progression plus significative chez les bénéficiaires (figure 7b). En effet, 67,5 % d'entre eux ont développé leurs compétences jusqu'à atteindre le niveau élevé contre 17,5 % dans le groupe témoin. De surcroît, 2,5 % des bénéficiaires ont dépassé le niveau élevé ce qui n'existe pas chez les non-bénéficiaires. Par contre, le groupe témoin présente toujours 5 % d'individus avec un niveau de compétence très faible.

Figure 7 : Le niveau de compétence des jeunes avant et après intervention



Niveau de compétence technique
des jeunes avant l'intervention

Source : Nos enquêtes, 2025

Niveau de compétence technique des jeunes
après l'intervention

Le test de Khi-deux effectué pour l'évolution des compétences techniques des jeunes qui est l'un des objectifs majeurs des formations affiche une signification asymptotique de 0,0001 inférieure au seuil de significativité (0,01). Donc l'amélioration des compétences pratiques des jeunes dépend du fait qu'ils soient bénéficiaires du programme. Ces résultats remarquables entre les deux groupes mettent en lumière l'efficacité de l'intervention et l'effet positif qu'elle a sur les jeunes et les exploitations en termes de compétences pratiques.

Tableau 5 : Tests de Khi-deux

	Valeur	Ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	23,736 ^a	4	,000
Rapport de vraisemblance	26,152	4	,000
Nombre d'observations valides	80		

Source : Nos enquêtes, 2025

Les compétences techniques sont des facteurs clés pour la bonne gestion d'une exploitation agricole. Elles sont améliorées dans le but d'accroître la productivité des exploitations se traduisant ainsi par une augmentation des rendements. Effectivement, cette amélioration s'est répercutée sur les rendements générés. Selon nos enquêtes, 70 % des bénéficiaires affirment avoir constaté une amélioration de la production dans leur exploitation familiale et 57,5 % d'entre eux ont commencé à mettre en œuvre les compétences techniques acquises. Concernant l'élevage, la presque totalité des enquêtés formés en élevage affirme avoir une maîtrise de la construction des poulaillers ou enclos traditionnels, des techniques d'élevage

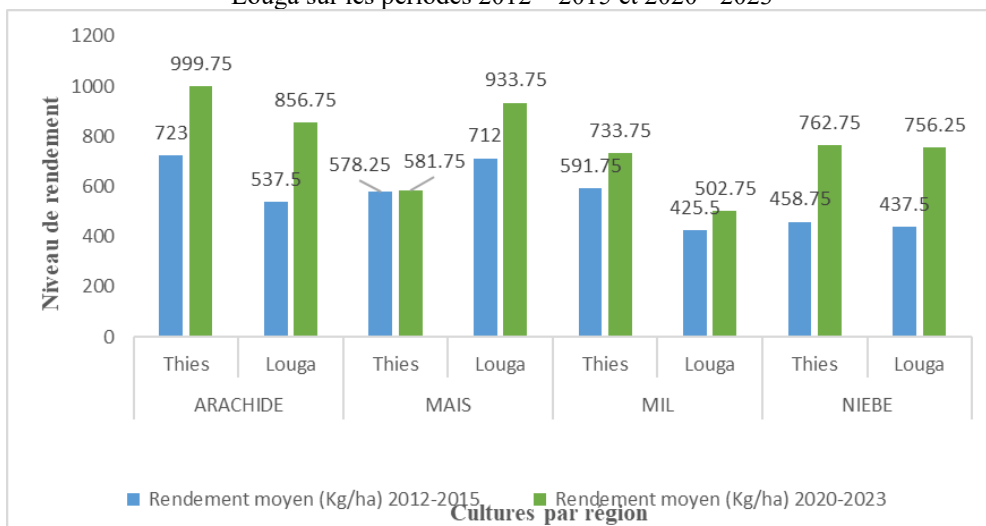
(prophylaxie, entretien et alimentation) et l'interaction entre système de culture et le système d'élevage. Selon eux, tous ces acquis aident à la bonne gestion des exploitations. On peut en déduire que sur le plan technique, le programme a eu une bonne influence sur les exploitations familiales.

Pour suivre l'évolution des rendements nous nous sommes basés sur les données de la Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DAPSA) enregistrées dans les régions de Thiès et Louga sur les quatre années précédant respectivement le début et la fin du programme. Car, il a été très difficile ou impossible de collecter les informations sur les rendements. Ceci est dû au fait que les enquêtés n'ont pas enregistré les rendements obtenus.

La figure 8 présente la variation des rendements moyens des cultures d'arachide, de mil, de maïs et de niébé dans les régions de Thiès et de Louga sur les périodes de 2012-2015 et 2020-2023. Indépendamment de la spéculation et de la région, les rendements moyens ont connu une évolution grandissante dans le temps. Les cultures d'arachide et de niébé présentent les meilleures performances avec une augmentation importante de plus de 275 kg/ha entre le début et la fin du programme. Les rendements du mil ont augmenté de façon plus modérée avec une hausse de moins de 150 kg/ha. Quant au maïs, il a atteint 221 kg/ha de plus sur le rendement moyen à Louga et une stagnation dans la région de Thiès.

Les variations des rendements agricoles dans ces zones peuvent être attribuées à différents facteurs en particulier la fertilité des sols, les conditions climatiques, une amélioration des pratiques culturales et l'adoption de nouvelles technologies ou de nouvelles variétés. Ces améliorations peuvent ne pas être rattachées directement aux effets de l'intervention mais pourraient faire partie des facteurs d'influence. En effet, les pratiques agricoles comme l'utilisation de semences améliorées, l'adoption de nouvelles techniques et une meilleure gestion des ressources sont une partie des enseignements partagés lors des formations. D'après les entretiens, les 3/4 des gérants de coopératives indiquent que les jeunes ont effectué un partage de connaissances dans leurs localités respectives créant ainsi un effet multiplicateur.

Figure 8 : Dynamique des rendements moyens des cultures dans les régions de Thiès et Louga sur les périodes 2012 – 2015 et 2020 - 2023



Source : DAPSA, 2024

Effets sociaux

Le programme de formation a ciblé principalement l'agriculture, l'élevage et la transformation. Les résultats de nos enquêtes révèlent que 76,25 % des enquêtés ont observé une réduction du chômage chez les jeunes ayant suivi la formation du programme. Ces résultats se traduisent par l'exercice d'une activité dans leur domaine d'intérêt. Par ailleurs, ces observations sont confirmées par des études de l'ANSD, de 2023 et de 2024, qui ont montré un taux de chômage décroissant en milieu rural depuis 2022. En effet, entre 2022 et 2024, le taux de chômage en milieu rural a connu une baisse continue passant de 25 % en 2022 (ANSD, 2023) à 24,3 % en 2023 (ANSD, 2024) pour atteindre 19,9 % en 2024 (ANSD, 2025) soit une diminution globale de 5,1% en trois ans. Le partage de connaissances par les bénéficiaires a eu un effet multiplicateur et a contribué à la réduction du taux de chômage dans ces régions. Ceci est confirmé par les 3/4 des responsables de coopérative. La réduction du chômage est l'un des résultats majeurs de ce programme. Car l'acquisition des compétences, l'appui technique et financier ont permis aux jeunes d'entreprendre en Agriculture et/ou de rejoindre leur exploitation familiale avec plus d'efficacité, contribuant ainsi au développement économique et social dans les zones rurales. Ceci est en conformité avec les travaux de Dietsch et Sexton (2021). Ils nous informent que les données sur l'augmentation du nombre de jeunes actifs montrent que les formations ont contribué à diminuer le chômage des jeunes et le nombre d'inactifs favorisant leur insertion sociale sur leur territoire. Les résultats de leurs enquêtes révèlent aussi que les services de formation des Maisons

Familiales Rurales (MFR) ont contribué à diminuer l'oisiveté des jeunes, et à réduire ses effets néfastes sur les jeunes déscolarisés comme le banditisme, la délinquance juvénile, etc.

L'exode rural est très présent dans le monde rural du fait du manque d'opportunités d'emplois dans le milieu rural et il entrave le développement local occasionnant ainsi une perte de main d'œuvre. Cependant, 73,75 % des enquêtés constatent une tendance inverse dans certaines zones. Malgré ce constat, les jeunes continuent de migrer vers les villes pour diverses raisons : les financements ne permettent pas de combler le fossé entre les revenus ruraux et urbains mais également l'accès limité aux terres dû à une expansion des exploitations minières à laquelle s'ajoute la construction d'infrastructures comme l'autoroute à péage qui participe à la réduction des terres arables dans la région de Thiès.

L'accès à une alimentation suffisante et nutritive était problématique dans ces zones. Cependant une avancée notoire a été observée sur l'amélioration de l'accès à l'alimentation grâce aux efforts fournis par les jeunes dans la production et l'élevage. En effet 95 % des bénéficiaires affirment avoir une amélioration de l'accès à l'alimentation au sein de leur ménage. Ces résultats sont confirmés par les informations collectées lors des entretiens avec les responsables des coopératives. Ils affirment à l'unanimité avoir une meilleure disponibilité de certains aliments issus des activités des jeunes dans les villages. Cette amélioration est le résultat des efforts fournis pour renforcer les aptitudes productives locales. Les jeunes ont participé activement à la satisfaction des besoins alimentaires de leurs villages montrant ainsi l'effet positif de l'intervention par rapport à l'accès à l'alimentation des ménages dans l'objectif d'atteindre la sécurité alimentaire dans les zones rurales.

Conclusion

Cet article s'est intéressé à l'analyse des effets socio-économiques du programme de formation et d'insertion des jeunes ruraux sur les conditions de vie des bénéficiaires ainsi que sur la performance de leurs exploitations familiales dans les régions de Thiès et de Louga. Les résultats obtenus indiquent que la majorité des jeunes bénéficiaires se sont engagés dans l'entrepreneuriat à l'issue de leur participation au programme, lequel a contribué de manière significative au renforcement de leurs compétences professionnelles et à leur accompagnement, notamment à travers des appuis financiers, en numéraire ou en nature.

L'examen des différentes variables mobilisées dans le cadre de l'étude met en évidence un effet globalement positif de l'intervention sur les conditions socio-économiques des jeunes et sur la performance de leurs exploitations. La comparaison des taux de croissance des revenus mensuels

moyens entre 2016 et 2024 révèle en effet une amélioration plus marquée chez les bénéficiaires que chez le groupe témoin. Cette progression s'explique principalement par la diminution du nombre de jeunes inactifs et l'accroissement du nombre d'entrepreneurs. Par ailleurs, les résultats du test du chi-deux confirment que cette amélioration des revenus est statistiquement liée à la mise en œuvre du programme.

Concernant les exploitations familiales, les analyses statistiques montrent que l'évolution des compétences techniques des jeunes dépend étroitement de leur participation au programme. Cette amélioration des compétences s'est traduite par une hausse de la productivité agricole, perceptible à travers l'augmentation des rendements.

Sur le plan social, l'étude met également en évidence une amélioration de l'accès à l'alimentation au sein des ménages bénéficiaires. L'appui technique et financier octroyé aux jeunes a permis de réduire le chômage, même si celui-ci demeure difficile à résorber complètement. Enfin, bien que des progrès aient été constatés en matière de réduction de l'exode rural, ce phénomène persiste dans les zones étudiées et continue de constituer un facteur limitant la disponibilité de la main-d'œuvre agricole.

Recommandations

Au regard des résultats obtenus, les recommandations présentées ci-après, d'ordre institutionnel et opérationnel, visent à renforcer l'efficacité et la durabilité du programme. Elles ont pour objectif de consolider les acquis, de remédier aux insuffisances constatées et d'accroître l'impact socio-économique des interventions en faveur des jeunes ruraux.

Au niveau institutionnel

- **Renforcer la pérennité du programme** en inscrivant la formation et l'insertion des jeunes dans une politique publique durable, avec des mécanismes de suivi et d'évaluation continue pour mesurer les impacts à long terme.
- **Améliorer la coordination interinstitutionnelle** entre les ministères, les collectivités territoriales et les organismes de formation professionnelle afin d'assurer une meilleure cohérence des interventions dans les zones rurales.
- **Accroître les ressources financières et matérielles allouées** aux programmes d'insertion afin de garantir leur extension à d'autres localités et de toucher un plus grand nombre de jeunes.
- **Institutionnaliser des partenariats public-privé** permettant de relier la formation professionnelle aux besoins réels du marché du travail et de l'économie locale.

Au niveau opérationnel

- **Adapter les modules de formation** aux spécificités des filières agricoles locales, en intégrant des volets pratiques sur la gestion d'entreprise, l'innovation technologique et la durabilité environnementale.
- **Renforcer le dispositif d'accompagnement post-formation**, notamment à travers des cellules locales de conseil, de suivi technique et de mentorat pour les jeunes entrepreneurs.
- **Faciliter l'accès au financement**, en mettant en place des mécanismes de microcrédit adaptés aux jeunes ruraux et en simplifiant les procédures d'accès aux subventions.
- **Promouvoir la mutualisation des ressources**, par la création de coopératives ou de groupements d'intérêt économique (GIE) permettant aux jeunes d'améliorer leur pouvoir de négociation et leur accès aux marchés.
- **Encourager la digitalisation du suivi**, à travers la mise en place de plateformes numériques permettant de collecter, centraliser et actualiser les données relatives à l'évolution des bénéficiaires.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. ANSD. (2025). Rapport sur la Population du Sénégal 2024.
2. ANSD. (2025). SES Louga 2022-2023 ; 127p
3. ANSD. (2025). SES Thiès 2022-2023 ;136p
4. ANSD. (2024). Chapitre 10 - AGRICULTURE-Rapport-Provisoire-RGPH5_juillet2024.pdf [en ligne]. 2024. Disponible sur: https://www.ansd.sn/sites/default/files/recensements/rapport/Chapitre%2010%20-%20AGRICULTURE-Rapport-Provisoire-RGPH5_juillet2024.pdf
5. ANSD. (2023). RAPPORT-PRELIMINAIRE-RGPH-5_2023-.pdf [en ligne], p. 22. Disponible sur: https://www.ansd.sn/sites/default/files/2023-10/RAPPORT-PRELIMINAIRE-RGPH-5_2023-.pdf
6. Diawara, B., Chikayoshi, S., & Hanson, K. (2013). Social capital and poverty reduction: empirical evidence from Senegal.

7. Dietsch, L., & Sexton, D. (2021). Rapport sur l'étude des effets et impacts des dispositifs de formation MFR sur les trajectoires d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et adultes formés en MFR dans 9 pays en Afrique de l'ouest et centrale et dans l'océan indien : rapport transversal final.
8. FAO. (2010). The use of monitoring and evaluation in agriculture and rural development projects - Findings from a review of implementation completion reports. 63p.
9. Kamchie, L. M., et Totouom, A. (2025). Formation professionnelle, apprentissage et accès à l'emploi des jeunes au Cameroun. Formation emploi. Revue française de sciences sociales, 170. <https://doi.org/10.4000/140hi>
10. MAER. (2014). Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise (PRACAS), [en ligne], 112p. Disponible sur https://bameinfopol.info/IMG/pdf/pracas_version_finale.pdf
11. RESOPP. (2016). Etude emploi jeunes ruraux. 16p.
12. République du Sénégal. (2014). Plan Sénégal Émergent PSE.
13. Sépényon, E. K. (2022). Étude d'impact des actions de formation des MFFR Togo sur les trajectoires d'insertion des jeunes et adultes et sur le développement des territoires ruraux.